

marches-securises.fr

PUBLICATION



## ÉTABLISSEMENT

Conseil Départemental de  
l'Ariège (09)  
Hôtel du Département  
5 - 7 rue du Cap de la Ville  
09001 FOIX CEDEX

## AVIS DE MARCHÉ

## SERVICES

DIRECTIVE 2014/24/UE

## Section I : Pouvoir adjudicateur

### I.1) NOM ET ADRESSES

Conseil Départemental de l'Ariège, Numéro national d'identification : 22090001300016, Contact : Service des marchés, 5-7 rue du Cap de la Ville, 09000 FOIX, FRANCE. Tél. : +33 561020909. Courriel : smarches@ariège.fr. Code NUTS : FRJ21.

**Adresse(s) internet :**

Adresse principale : <https://www.ariège.fr>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

### I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

### I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet : <https://www.ariège.fr>

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

Point(s) de contact susmentionné(s).

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :**

Par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

### I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Organisme de droit public

### I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

## Section II : Objet

### II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

**II.1.1) Intitulé :** MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX SUR LES BATIMENTS A ET F DE LA RESIDENCE DE TOURISME DE SAINT LIZIER

**II.1.2) Code CPV principal**

71000000

**II.1.3) Type de marché**

Services

**II.1.4) Description succincte**

Procédure d'appel d'offres ouvert La mission de maîtrise d'oeuvre porte sur des ouvrages de type Bâtiment - Réhabilitation. L'attributaire se verra confier une mission au regard de la Loi modifiée n°85-704 du 12-07-1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée (Loi MOP), codifiée au livre 4-2ème partie du Code de la Commande Publique. Les prestations font l'objet de 9 phases définies comme suit avec leur délai d'exécution : -Phase 1 : APS : 2 semaines à compter du 25-12-2021 -Phase 2 : APD : 3 semaines à compter du 17-01-2022 -Phase 3 : PRO : 3 semaines à compter du 7-02-2022 -Phase 4 : ACT : 5 semaines à compter du 14-03-2022 -Phase 5 : EXE : 2 semaines à compter du 28-03-2022 -Phase 6 : DET : 24 semaines à compter du 05-09-2022 -Phase 7 : OPC : 24 semaines à compter du 05-09-2022 -Phase 8 : SSI : 24 semaines à compter du 05-09-2022 -Phase 9 : AOR et pendant la période de garantie de parfait achèvement : 2 semaines à compter du 19-09-2022.

**II.1.5) Valeur totale estimée****II.1.6) Informations sur les lots**

Division en lots : Non

### II.2) DESCRIPTION

**II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**

71000000

**II.2.3) Lieu d'exécution**

Code NUTS : FRJ21

Lieu principal d'exécution : SAINT LIZIER

**II.2.4) Description des prestations**

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR DES TRAVAUX SUR LES BÂTIMENTS A ET F DE LA RÉSIDENCE DE TOURISME DE SAINT LIZIER****II.2.5) Critères d'attribution****Coût :**

Prix des prestations : 50%

**Qualité**

Valeur technique : 30%

Délai de livraison ou d'exécution : 20%

**II.2.6) Valeur estimée****II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois : 18

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Non

**II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer****II.2.10) Variantes**

Des variantes seront prises en considération : Non

**II.2.11) Informations sur les options**

Options : Non

**II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques**

Les offres doivent être présentées sous la forme de catalogues électroniques ou inclure un catalogue électronique : Non

**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

**II.2.14) Informations complémentaires**

L'équipe de maîtrise d'oeuvre devra être composée de :

- Architecte agréé Patrimoine
- BE Structure et VRD
- BE Fluides (courant fort et faible et CVC)
- BE Spécialiste Balnéo
- Coordonnateur SSI
- OPC

**Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique****III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION****III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession****Liste et description succincte des conditions :**

-Extrait de l'inscription au RCS ou K-BIS : Attestation de moins de 3 mois ou carte d'identification justifiant de l'inscription au Répertoire des Métiers

**III.1.2) Capacité économique et financière****Liste et description succincte des critères de sélection :**

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Attestation de régularité concernant l'emploi des travailleurs handicapés : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du Code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Attestation de régularité du candidat établi ou domicilié à l'étranger vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, il doit produire une déclaration sur l'honneur attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents
- Attestations fiscales et sociales : Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Copie Jugement Redressement Judiciaire : Copie de ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

**III.1.3) Capacité technique et professionnelle**

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

-Attestation d'assurance : - déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;  
-Déclaration d'effectifs : - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;  
-Références de service ou fournitures similaires : présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.  
-Titre d'études et titres professionnels : - indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;  
-Liste des moyens techniques : - déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;  
-Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;  
-Certificats de contrôle qualité : Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.  
-Justificatif personnalisé (à saisir) : Attestation d'inscription à l'ordre des architectes ou équivalent, pour les architectes étrangers, preuve d'une autorisation d'exercice dans leur pays d'origine ou équivalent.  
Le candidat de l'équipe de Maîtrise d'œuvre doit être architecte agréé Patrimoine.

### III.1.5) Informations sur les marchés réservés

## III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

### III.2.1) Informations relatives à la profession

**La prestation est réservée à une profession particulière**

**Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :** Le candidat de l'équipe de Maîtrise d'œuvre doit être Architecte agréé Patrimoine

### III.2.2) Conditions particulières d'exécution

### III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

**Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché**

### III.2.4) Marché éligible au MPS

**La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non**

## Section IV : Procédure

### IV.1) DESCRIPTION

#### IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

#### IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

#### IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

#### IV.1.5) Information sur la négociation

#### IV.1.6) Enchère électronique

Une enchère électronique sera effectuée : Non

#### IV.1.8) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

### IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

#### IV.2.1) Publication(s) antérieure(s) relatives à la présente procédure

#### IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

Lundi 08 novembre 2021 - 17:00

#### IV.2.3) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

#### IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français.

#### IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

**Durée en mois :** 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

#### IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres

**Date :** mardi 09 novembre 2021 - 09:00

**Lieu :** La séance n'est pas publique.

## Section VI : Renseignements complémentaires

## VI.1) RENOUVELLEMENT

**Il s'agit d'un marché renouvelable : Non**

## VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

**La facturation en ligne sera utilisée**

## VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Durée du marché : 18 mois à compter de la date de sa notification.

La remise des offres est subordonnée à la visite des lieux d'exécution des prestations.

La visite obligatoire aura lieu sur site le 20 octobre 2021 à 9h30.

Présence à confirmer auprès de M. Benoît PUIGSERVER (bpuigserver@ariego.fr - 06.30.23.55.20)

Date prévisionnelle de début des prestations : 13/12/2021

Date prévisionnelle de fin des prestations : 19/09/2022

Coût prévisionnel des travaux : 2 630 000 EUR HT

Ce marché s'inscrit dans un projet susceptible d'être financé par un fonds de l'Union Européenne

## VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

### VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV - BP 70007 , 31068 Toulouse Cedex 7 FRANCE. Tél. +33 562735757. E-mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr. Adresse internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>.

### VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation

Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de BORDEAUX DREETS pôle C 138 Cours Maréchal Juin , 33075 Bordeaux Cedex FRANCE. Tél. +33 556692708. E-mail : na.polec@dreets.gouv.fr. Adresse internet : <https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr/>.

### VI.4.3) Introduction des recours

### VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

## VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

08 octobre 2021